Commune de Nivolas-Vermelle

Règlement intérieur du site cinéraire

Le Maire de la Commune de Nivolas-Vermelle,

Vu le Code des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213 - 7 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépulture.

Vu le Code des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2223- 1 et suivants relatifs à la réglementation des cimetières et opérations funéraires;

Vu le Code pénal et notamment les articles 225-17 et 225-18 relatifs au respect dû aux défunts ainsi que l'article R610-5 relatif au non respect d'un règlement,

Vu la décision du Conseil Municipal, en date du 26 février 2009 de création d'un site cinéraire.

Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 28 mai 2009, fixant le tarif des concessions funéraires.

Considérant qu'il convient de prescrire les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et la décence du cimetière.

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé au nouveau cimetière de la commune un site cinéraire divisé en deux parties :
un columbarium
un jardin du souvenir

Partie 1 : Columbarium

Article 2 : Le columbarium est destiné exclusivement à recevoir les urnes contenant les cendres des défunts incinérés.

Ont droit à un emplacement:

- les personnes décédées sur le territoire communal quelque soit leur domicile
- les personnes domiciliées sur la commune, alors même qu'elles seraient décédées dans une autre commune
- les personnes non domiciliées dans la commune mais ayant droit à une sépulture de famille

Article 3 : Le tarif des concessions est fixé par délibération du Conseil Municipal. Les concessions de cases du columbarium sont attribuées pour une durée de 15ans.

Article 4 : La demande d'attribution des cases du columbarium, doit être adressée au service de la Mairie qui détermine les emplacements.

Article 5: Les concessions sont renouvelables au tarif en vigueur au moment du renouvellement, la demande devant être adressée en Mairie.

Article 6 : Les familles disposent, à l'expiration de la période concédée, du délai de renouvellement prévu pour les concessions de terrain. En cas de non renouvellement, les familles sont tenues de libérer les cases qui leur ont été attribuées. A l'expiration de la durée de la concession accordée et passé le délai légal de renouvellement, soit deux années maximum après échéance, la reprise de case peut être ordonnée par le Maire. La décision de reprise est publiée et portée à la connaissance du public par voie d'affichage. La décision est notifiée individuellement et transmise à la dernière adresse connue du concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Les urnes non reprises seront enlevées par la Commune, les cendres seront répandues dans le jardin du souvenir. Les urnes seront mises à disposition de la famille pendant trois mois. Passé ce délai, elles seront détruites.

Article 7 : Les cases sont identifiées par un numéro

L'ouverture et la fermeture des cases sont soumises à autorisation municipale et effectuées sous contrôle de la Commune.

Article 8 ; Aucun dépôt d'urne ne pourra être effectué sans une autorisation écrite préalable délivrée par l'Officier d'Etat-Civil. Un certificat de crémation attestant l'Etat-civil et le domicile du défunt est obligatoire.

Article 9: Le columbarium est divisé en cases, chaque case pouvant recevoir plusieurs urnes de dimension standard.

Article 10 : La fermeture des cases s'effectue par scellement de la plaque existante. Celle-ci ne doit comporter aucune autre inscription que celles indiquant :

les prénom et nom de famille

l'année de naissance - l'année de décès

La gravure s'effectue sur deux lignes centrées, (prénom - nom sur la première ligne, années sur la deuxième).

La hauteur des lettres gravées ne pourra dépasser 3 centimètres.

Les frais de gravure, l'ouverture et la fermeture sont à la charge de la famille.

Article 11: Sont autorisés les motifs décoratifs (croix, photos en porcelaine, cadres ...) fixés sur les portes du columbarium, sous réserve qu'ils ne dépassent pas 15 cm.

Article 12 : Chaque case dispose à sa gauche, d'une tablette destinée au fleurissement.

La Commune se réserve le droit d'enlever les pots et fleurs fanées, sans préavis aux familles.

Article 13 : La rétrocession des cases concédées ne pourra être acceptée que dans la mesure où elle émanera des titulaires originaux ou de leurs ayant droit, elle ne donnera lieu à aucun remboursement de la part de la commune.

Article 14 : La Commune est chargée de l'entretien du site.

Partie II :Jardin du souvenir

Article 15 : Il est créé dans le cimetière un jardin du souvenir permettant la dispersion des cendres

Article 16 :. Toute demande de dispersion de cendres devra être déposée en Mairie et sera soumise à une autorisation préalable délivrée par l'Officier d'Etat-Civil.

Article 17 : L'autorité communale est chargée de veiller au bon entretien de l'emplacement affecté au jardin du souvenir.

Article 18 : Les cendres seront obligatoirement dispersées dans l'espace réservé à cet effet.

Article 19 : Aucune matérialisation et signe distinctif ne seront admis dans l'espace réservé au jardin du souvenir. Après dispersion des cendres, l'espace devra redevenir anonyme.

Article 20 : La pose d'objet de toute nature à proximité de cet espace n'est pas autorisée (fleurs artificielles, vases, plaques ...)

Ampliation du présent arrêté sera adressée

à Monsieur le Sous-préfet de LA TOUR.DU PIN
à la gendarmerie de Bourgoin-Jallieu

Fait à Nivolas-Vermelle,

Le

Le Maire

Michel RIVAL